

# Eléments pour une paix durable (1ère partie)

## Partage international n° 203 - Juillet 2005

Interview de Mazin Qumsiyeh par Andrea Bistrich

*Militant palestinien et professeur à l'université de Yale, Mazin Qumsiyeh vient de publier un ouvrage, Sharing the Land of Canaan - Human Rights and the Israeli-Palestinian Struggle. (Partager la Terre de Canaan - les droits de l'Homme et le conflit Israélo-palestinien)<sup>1</sup> dans lequel il examine les questions centrales de ce conflit et dessine les grandes lignes d'une paix durable, basée sur l'application sans exclusivité des Droits de l'Homme.*

*Il a cofondé de nombreuses associations et organisations, telles que Triangle Middle East Dialogue, Carolina Middle East Association, the Holy Land Conservation Foundation, the Middle East Genetics Association et la Coalition pour le droit au retour des Palestiniens et universitaires pour la justice.*

Andréa Bistrich l'a interviewé pour Partage international.

**Partage international :** *Le conflit du Moyen-Orient est-il d'abord de nature religieuse, ou est-ce une lutte pour un territoire, l'eau et d'autres ressources naturelles ?*

**Mazin Qumsiyeh :** Ce conflit est, essentiellement, une lutte que mènent des gens pour rester sur une terre où ils sont nés face à une campagne sans pitié de « nettoyage » (terme utilisé dans le programme du mouvement sioniste au tout début du XX<sup>e</sup> siècle). Près de cent ans après le début de ce conflit, les deux tiers d'entre eux sont soit réfugiés, soit déplacés, le reste vivant dans des zones de plus en plus restreintes où ils connaissent une situation croissante de pauvreté et de ghettoïsation.

**PI.** *Qui profite de l'instabilité du Moyen-Orient ?*

**MQ.** Plusieurs groupes :

- L'industrie militaire.* Les Etats-Unis sont le principal exportateur d'armes du monde et 60 % de ces exportations vont au Moyen-Orient.
- L'industrie pétrolière.* Moins d'engagement des Etats-Unis dans la région pourrait signifier

la fin de la dépendance pétrolière, le développement de sources alternatives d'énergie et une politique d'économie d'énergie.

- Les think-tanks de Washington et leurs employés.* Pas moins de 24 de ces groupes reçoivent un financement important de la part d'intérêts particuliers, allant des industries militaires et pétrolières aux lobbies pro-israéliens.
- De nombreux responsables sionistes.* Certains sont très écoutés, voire adulés, et donnent des conférences payées à prix d'or. Collectivement, ils peuvent maintenir le caractère juif de l'Etat d'Israël et empêcher des réformes démocratiques nécessaires, comme la séparation de l'Etat et de la religion ou un ensemble de mesures visant à mettre un terme au développement économique anarchique actuel.
- Les fanatiques religieux* (qu'ils soient chrétiens, juifs ou musulmans) qui croient dans les scénarios catastrophes. Ils ne tiennent aucun compte des appels sans ambiguïté de leurs religions au pardon, à l'amour et au respect de l'autre. Les colons juifs d'Hébron en fournissent un bon exemple, tout comme Ben Laden.
- Nombre de dirigeants arabes.* Une solution au conflit pourrait faire sauter la première et unique justification à leurs pouvoirs dictatoriaux, qui tirent des bénéfices immenses des ressources pétrolières et des trafics d'armes et distraient leurs citoyens des problèmes locaux.
- De nombreux fonctionnaires américains* [aux Etats-Unis, un certain nombre de fonctionnaires sont élus] qui reçoivent des millions de dollars sous forme de dons pour être réélus, de la part des sionistes et d'autres groupes qui profitent du statu quo. L'absence d'un conflit au Moyen-Orient pourrait les priver des fonds en provenance de certains secteurs de leur électorat habituel.

**PI.** *Quel est le rôle et l'histoire du sionisme dans ce conflit ?*

**MQ.** C'est l'empire britannique qui a concocté un programme politique sioniste lorsqu'il loua les services du lieutenant-colonel George Gawler (alors responsable en chef des colonies pénitentiaires en Australie). Celui-ci entreprit une étude de faisabilité

d'un projet « *d'établissement de colonies juives en Palestine* » visant à servir les intérêts impériaux et géostratégiques de la Grande-Bretagne. Nombreux furent ceux qui critiquèrent son rapport lors de sa parution en 1845, parmi lesquels un député juif, ce qui n'a pas empêché le gouvernement de l'époque de l'adopter et de le financer. La première colonie de juifs européens vit le jour en 1880 en Palestine. Ce fut un échec complet jusqu'à la prise de contrôle physique de la région par la Grande-Bretagne après la Première Guerre mondiale. Depuis cette époque, les Palestiniens, de religions variées, ont beaucoup souffert et continuent de souffrir aujourd'hui sous la férule de l'Amérique, qui a pris le relais de la Grande-Bretagne après la Seconde Guerre mondiale.

**PI.** *Quel rapport y a-t-il entre le sionisme et l'antisémitisme ?*

**MQ.** C'est une question que je traite en détail dans mon livre. Fondamentalement, la haine des juifs (le terme d'antisémitisme n'est pas tout à fait adéquat dans la mesure où la plupart des juifs européens ne sont pas sémites et où tous les arabophones le sont) est un phénomène européen. Cette haine s'est nourrie du patriotisme ethnocentrique qui a balayé l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle au début du XX<sup>e</sup>. En réaction à ce climat, les hommes les plus rationnels (juifs et non juifs) ont élaboré des idéologies universalistes, allant du socialisme à l'humanisme. Mais une minorité a choisi d'adopter le nationalisme ethnocentrique chauvin inspiré par la Grande-Bretagne, qui a pris la forme du sionisme politique qui a prospéré à partir de ses relations étroites avec d'autres formes d'ethnocentrisme, les unes et les autres se renforçant mutuellement. Voir l'ouvrage de Lenni Brenner, *51 Documents : History of Nazi Zionist Collaboration* (51 Documents : Histoire de la collaboration entre les nazis et les sionistes. Non traduit)

**PI.** *En ce qui concerne l'application du droit au retour, Israël n'a pas, jusqu'à présent, fait preuve d'une grande souplesse. Y a-t-il, dans la société israélienne, que ce soit dans les sphères politique ou civile, un discours à la fois plus ouvert et crédible sur cette question ?*

**MQ.** Tout comme la situation que connaissait l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid, il existe un état d'esprit généralisé très solidement ancré qui porte à refuser aux non juifs (chrétiens, musulmans, etc.) les droits de l'homme fondamentaux. Il y a des juifs et quelques organisations courageuses qui travaillent dur à changer cette mentalité. Quoi qu'il en soit, comme en Afrique du Sud, ceux qui détiennent le pouvoir n'abandonneront leurs rêves impossibles de séparation et de haine de l'autre que sous la pression intérieure et extérieure (boycotts,

retrait des investissements, résistance, etc.).

**PI.** *Israël a violé plus de 65 résolutions du Conseil de sécurité et en a évité 37 autres grâce au veto des Etats-Unis. Cela ne l'empêche pas de recevoir des milliards d'aide prélevés sur les impôts américains. Comment expliquer cette relation entre les deux pays ?*

**MQ.** Selon les estimations du magazine américain *Fortune*, le lobby sioniste américain est le quatrième par ordre d'importance, et certainement le premier parmi ceux qui s'occupent de politique étrangère. Mais je crois qu'il y a d'autres facteurs importants que j'ai cités au début de cet entretien quand j'ai fait la liste de ceux qui profitent de la prolongation de ce conflit de basse intensité (complexe militaro-industriel, intérêts pétroliers...).

**PI.** *Combien de temps Israël pourrait-il tenir dans son occupation illégale de la Palestine sans le soutien des Etats-Unis ?*

**MQ.** Selon un article de l'essayiste israélien Nehemia Stessler paru dans *Haaretz*, sans le soutien des Etats-Unis, Israël aurait été depuis longtemps soumis à un embargo commercial et « *chassé de tous les forums internationaux, pour ne pas mentionner l'Onu* ». Cet Etat n'aurait donc pu tenir longtemps, dans la mesure où il dépend des importations de matières premières et des exportations d'armes (pour la plupart sous licence américaine).

**PI.** *Quelles mesures seraient susceptibles de produire les premiers signes de paix et de démocratie dans la région ?*

**MQ.** Il faudrait supprimer l'aide militaire et économique à Israël et le soumettre à des boycotts et à des retraits d'investissements sur le modèle de ce qu'on a fait pour l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid. C'est la seule façon d'arriver à une paix juste et durable.

**PI.** *Chaque jour, on voit à la télévision des atrocités israéliennes dans les Territoires, mais elles ne semblent guère susciter de protestations dans le pays. On a l'impression que les Israéliens soutiennent dans l'ensemble leur gouvernement. Les contestataires sont-ils partis ?*

**MQ.** Oui, les Israéliens ont, par centaines de milliers, voté avec leurs pieds en quittant le pays. Comme je vous l'ai déjà dit, il y a encore quelques citoyens courageux qui résistent. Mais je crois qu'on aurait tort d'attendre qu'une majorité de juifs israéliens se lèvent contre les injustices et le racisme inhérent au credo politique du sionisme. En Afrique du Sud, il n'y a jamais eu de majorité de Blancs en faveur de l'abandon de l'apartheid.

**PI.** *On fait souvent du terrorisme et de la violence – des kamikazes palestiniens – les principaux obstacles à la négociation d’une solution viable au conflit israélo-palestinien. Quelles sont, selon vous, les racines de ce terrorisme et de cette violence, et comment peut-on y faire face ?*

**MQ.** Plutôt que la métaphore agricole de « racines », je préférerais en prendre une dans le domaine médical. La violence est le symptôme d’un mal latent. En Afrique du Sud, (y compris dans ses formes les plus horribles, comme de brûler vifs des gens), elle était le symptôme d’une étiologie latente qui avait pour nom apartheid. Une fois celui-ci éliminé, elle a rapidement perdu de son intensité (que ce soit celle des autochtones, ou celle de l’Etat, bien plus large et systématique). La même chose s’est produite lors des combats contre le colonialisme et l’oppression – au Vietnam (sous les férules française et américaine), en Algérie (sous l’impérialisme français) et aux Etats-Unis, quand les peuples autochtones combattaient les colons européens.

**PI.** *Votre livre veut avant tout éclairer les enjeux de la situation actuelle pour permettre l’instauration d’une paix durable, fondée sur les Droits de l’homme et inscrite dans le droit international. Quel est le rôle de la communauté internationale, dans ce processus ?*

**MQ.** Je voudrais dire simplement ceci : la meilleure « feuille de route », la seule qui puisse conduire à une paix véritablement juste et durable, c’est la Déclaration universelle des droits de l’homme. Amnesty International dit avec raison que, si les accords d’Oslo ont échoué, c’est parce qu’ils les ont ignorés. La « feuille de route » de l’administration Bush (soutenue par le « Quartet » – l’Onu, l’Union européenne, les Etats-Unis et la Russie) comprend 2 218 mots, mais il manque les quatre essentiels :

Droits de l’homme, droit international.

**PI.** *Il semble que la solution du conflit dépende aussi, dans une certaine mesure, du problème du statut de Jérusalem. A qui cette ville appartient-elle ?*

**MQ.** Jérusalem n’appartient pas à une entité politique, mais à ses habitants (y compris ceux qui en ont été expulsés). Quand on donne la priorité aux droits humains fondamentaux (dont ceux de vivre sur sa terre et d’avoir une maison), les solutions apparaissent plus claires et plus proches. Trois religions monothéistes, comme on sait, la considèrent comme une ville sainte, mais c’est bien trop réducteur de la proclamer « juive », « musulmane » ou « chrétienne ».

**PI.** *Qu’en est-il sur le terrain, du côté des militants de la paix dans les deux pays ? Ont-ils la capacité nécessaire pour faire évoluer de manière décisive la situation ?*

**MQ.** Les associations de terrain sont les seules forces de changement dans toutes les sociétés. Celui-ci ne vient jamais d’en haut. Il est toujours le résultat du travail commun de citoyens ordinaires.

*La seconde partie de cette interview paraîtra dans notre numéro de septembre.*

(1) *Sharing the Land of Canaan – Human Rights and the Israeli-Palestinian Struggle.* Pluto Press, 2004.

**Auteur :** Andrea Bistrich, collaboratrice de Share International résidant à Oberhaching (Allemagne).

**Thématiques :** [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

**Rubrique :** [Entretien](#) ()